

exploration et une étude approfondie des lieux, et nous serons les premiers à accepter leur jugement, qu'il soit ou non favorable aux intérêts que l'on pourrait nous croire disposé à favoriser.

Nous ajouterons que nous avons dans les hommes qui composent la commission, une très grande confiance et que nous les croyons animés du meilleur esprit. Les intérêts du Havre pouvaient difficilement être placés en de meilleures mains.

Une nouvelle phase du mouvement des Fermiers.

Le mouvement des Fermiers dont nous avons déploré, en quelques occasions, les tendances violentes, vient d'entrer dans une nouvelle phase. Au lieu de se laisser entraîner à de stériles agitations, la grande franc-maçonnerie des cultivateurs du sol semble vouloir se renforcer dans le domaine économique et y chercher le remède à ses maux. C'est dans l'Iowa que l'esprit nouveau qui aime les granges, s'accuse le plus nettement. Un correspondant de la Tribune, dans une lettre fort intéressante, rendait compte, il y a quelque temps, de l'immense travail d'organisation qui s'est fait, sans bruit, au sein des classes agricoles.

Victimes, dans leur opinion du moins, de la coalition du capital, les Fermiers ont suivi leurs adversaires sur leur propre terrain. Ils ont fait appel au principe de l'association, principe fécond mais rarement et difficilement appliqué dans les campagnes. Les "Grangers" de l'Iowa semblent avoir réussi à manier cet arme redoutable.

Ne l'oublions pas, il ne s'agissait pas seulement de former un ordre plus ou moins secret, comptant plus ou moins d'affiliés; il fallait trouver et mettre en œuvre les moyens d'action. Séparés les uns des autres par la nature même de leur mode d'existence, répartis à de longs intervalles sur de vastes contrées, les cultivateurs pouvaient aisément se décorer d'un titre commun; mais ce qui était plus ardu, c'était d'établir un réseau de relations étroites et effectives reliant toutes ces forces éparpillées et en dirigeant la puissance collective vers un but déterminé. Nous allons exposer brièvement la manière dont les habitants de l'Iowa ont cherché à résoudre le problème.

Leur méthode de coopération se dédouble, soit qu'elle se rapporte à l'achat des objets dont ils ont besoin, soit qu'elle ait en vue l'expédition et la vente des produits agricoles.

Un agent principal, choisi parmi les "Grangers" dans le sein de l'ordre, est chargé du service général des achats. Il a ses bureaux à Des Moines, capitale de l'Iowa. Il fournit un cautionnement de \$50,000, et reçoit un modeste traitement.

Dans chaque comté, se trouve un agent subordonné dont on exige également, selon les circonstances, une garantie d'honnêteté. Voilà tous les rouages de l'association; le jeu n'en est pas moins simple. Le représentant général des Granges se met en communication avec les fabricants et les négociants en gros, apprend et discute les conditions auxquelles ils offrent leurs marchandises, passent des contrats avec ceux dont les conditions paraissent satisfaisantes et distribue ensuite à tous les membres des circulaires contenant les prix et autres renseignements. Un fermier désire-t-il se procurer un objet quelconque? Il l'envoie, soit à l'agent de Comté, soit à l'agent d'Etat, sa commande accompagnée de la

somme, en argent comptant, que coûte l'article désigné, et d'un certificat en règle qui atteste sa qualité de "Patron de l'Agriculture." L'agent à Des Moines fait parvenir l'ordre d'achat et le prix versé au fabricant, par exemple, qui expédie directement au fermier ce qu'il a demandé. Les marchandises vendues ainsi, laissent-elles à désirer, et refuse-t-on satisfaction à l'acheteur? Celui-ci en informe le chef du service dans la capitale, et toute la clientèle de l'ordre est immédiatement enlevée au délinquant.

On out à se plaindre, il y a quelque temps, d'une maison qui avait jusqu'alors fourni des charrues aux Granges. Une circulaire fut, de suite, adressée à tous les membres de la Société et en moins d'une semaine, dit-on, l'Etat de l'Iowa se trouva virtuellement fermé aux produits de la fabrique en question.

Le système de coopération ne s'arrête pas là. Dans quelques parties du pays, dans celles principalement où le commerce local n'a pas voulu accepter les conditions des fermiers, ces derniers ont organisé leurs propres dépôts de denrées et d'articles de consommation. Un capital social est formé par l'émission d'actions en petites coupures de \$10 à \$15, toutes aux mains des Grangers; l'établissement, monté de cette façon et qui achète et vend au comptant, fournit aux habitants du voisinage et à des prix réduits tout ce qui leur est nécessaire et paye, en outre, des dividendes rémunérateurs aux actionnaires.

Les économies qui se sont réalisées ainsi dans l'Iowa, par l'union et la méthode, s'élevèrent à un chiffre considérable. Tout ce que les fermiers achetaient autrefois au détail, ils se le procurent aujourd'hui aux prix du commerce de gros, c'est-à-dire de 25 à 33 0/10 moins cher qu'auparavant. L'instrument aratoire qui leur coûtait \$120, ils l'obtiennent à \$90. La machine à coudre pour laquelle on leur demandait \$50, leur est facturée à \$30. L'épargne annuelle due à ce chapitre seul, s'estime à \$30,000. Les charrues auraient coûté à l'Iowa \$50,000 de moins que l'année précédente. M. Wilson, le secrétaire de la Grange de l'Etat, dans une conversation avec le correspondant de la Tribune aurait porté à \$2,000,000 la somme totale qui, grâce à ce système, serait restée dans les tiroirs des cultivateurs du sol, au lieu de servir à enrichir les négociants, commissionnaires et autres, auxquels ils s'adressaient naguère.

Ce ne fut pas sans peine que les Granges triomphèrent des obstacles suscités par tous les intérêts intermédiaires qu'elles mettaient en danger de mort. Les habitudes des fermiers eux-mêmes offraient une singulière résistance aux tentatives de réforme. Accoutumés à toujours recourir au crédit, ils renonçaient difficilement à un système cependant ruineux. Les Patrons de l'Agriculture s'attachèrent à faire prévaloir des idées plus saines, à recommander de n'acheter qu'argent en main et de diminuer les dépenses. De telles leçons doivent infailliblement porter de meilleurs fruits que les discours incendiaires du fameux M. Smith, de l'Illinois.

L'animosité dont les compagnies de chemins de fer étaient l'objet, a-t-elle fait place à des sentiments plus traitables? Les Fermiers de l'Ouest se sont-ils aperçus après réflexion, que leurs souffrances pouvaient bien provenir de plusieurs causes dont les tarifs excessifs dont ils se plaignent ne seraient qu'un élément? On serait presque disposé à le croire, en présence des efforts qu'ils tentent dans un tout autre sens que celui d'une lutte déclarée contre les chemins de fer.

C'est de la coopération appliquée à la solution de la question des transports que nous voulons parler. Les entrepôts des éleveurs ont été construits par les "Grangers." On achète, sur place, sa récolte au producteur, ou bien, s'il le préfère, on expédie ses céréales, on les vend et on lui en rapporte la valeur, moyennant une commission de 1 1/2 0/10 par boisseau. Le tout se fait par des membres de l'ordre et par des agents sûrs et honnêtes, dans les principales villes du littoral. Les frais se trouvent ainsi considérablement diminués. Un fermier veut-il encore envoyer lui-même ses grains au marché? il demande des wagons à la Compagnie du chemin de fer, charge son blé ou son maïs, prend un reçu et le fait tenir à l'agent des Granges, dans la capitale de l'Iowa. Celui-ci s'occupe des autres formalités et du reste de l'opération en général, et, l'affaire conclue et terminée, remet au propriétaire de la récolte vendue le montant auquel il a droit.—Bulletin de New-York.

La Récolte du Coton en 1872-73.

La récolte du coton dépasse d'un million de balles celle de 1871-72, et le poids moyen de la balle a augmenté d'environ 16 livres, c'est à-dire qu'il est de 464 au lieu de 448 livres.

Nous empruntons au Financial Chronicle le tableau suivant des arrivages et des exportations aux différents ports, pour l'année finissant au 1er septembre :

	1871-72		1872-73	
	Balles	Balles	Balles	Balles
recus. export. tes				
New-York dans	955,911	882,976	1,447,821	1,177,058
Mobile.....	285,995	137,910	381,197	182,139
Charleston...	299,221	111,833	387,010	189,169
Savannah.....	449,610	265,798	625,918	376,995
Galvest, India-				
nola, etc.....	196,850	115,815	818,987	210,428
Wilmington...	52,088		6,576	1,112
Norfolk.....	274,031	789,383	483,643	7,723
New-York et				
autres ports..	240,532		57,879	614,948
Total.....	2,754,023	2,380,451	3,651,340	2,070,984

Des 2,679,986 balles exportées cette année-ci, 1,905,566 ont été dirigées sur la Grande-Bretagne, 252,903 sur la France, et 521,517 sur d'autres contrées. Quant aux 1,250,522 balles qui sont restées dans le pays, il y en a 1,205,127 qui ont été prises par des fabriques de l'Intérieur; reste 49,395 balles de disponible.

Il n'est pas probable que les prix puissent s'améliorer, en présence d'une addition de 1,824,920,023 de livres à un marché déjà surabondamment approvisionné.

Pour la première fois, on paraît se rendre compte avec une précision approximative de l'importance de la consommation locale dans le Sud même; on la compte pour 137,662 balles dans le chiffre de 1,201,127 balles, que nous donnons plus haut.

La consommation des fabriques s'est augmentée de 64,581 balles; 402,296 balles ont été transportées par les chemins de fer.

La récolte dite "Sea Island" s'est élevée de 16,845 balles à 26,289 balles, dont 10,123 ont été prises par les consommateurs américains.

Nos lecteurs consulteront avec intérêt le tableau suivant, qui donne l'importance des récoltes du coton depuis 1865 :

Années.	Balles.
1872-73.....	3,930,508
1871-72.....	2,974,351
1870-71.....	4,352,317
1869-70.....	31,854,946
1868-69.....	2,439,039
1867-68.....	2,593,993
1866-67.....	2,019,774
1865-66.....	2,193,987